

**Séminaire Entrepreneurs
villes et territoires**

*organisée grâce aux parrains
de l'École de Paris :*

Algoé²
Alstom
ANRT
AREVA²
CEA
Chaire "management multiculturel
et performances de l'entreprise"
(Renault-X-HEC)
Chambre de Commerce
et d'Industrie de Paris
CNES
Conseil Supérieur de l'Ordre
des Experts Comptables
Crédit Agricole SA
Danone
Deloitte
École des mines de Paris
EDF DR&P
ESCP Europe
Fondation Charles Léopold Mayer
pour le Progrès de l'Homme
Fondation Crédit Coopératif
Fondation Roger Godino
France Télécom
FVA Management
Groupe ESSEC
HRA Pharma
IBM
IDRH
IdVector¹
La Poste
Lafarge
Ministère de l'Industrie,
direction générale de la compétitivité,
de l'industrie et des services
OCP SA
Paris-Ile de France Capitale
Economique
PSA Peugeot Citroën
Reims Management School
Renault
Saint-Gobain
Schneider Electric Industries
Thales
Total
Wight Consulting²
Ylios

¹ pour le séminaire
Ressources Technologiques et Innovation
² pour le séminaire Vie des Affaires

(Liste au 1^{er} mars 2011)

**LA CRISE : SALUTAIRE
POUR L'AVENIR DE L'ANCIENNE
ET DE LA NOUVELLE EUROPE ?**

par

Neven SIMAC

Docteur en droit et consultant
auprès des pays candidats à l'Union européenne

Séance du 5 janvier 2011

Compte rendu rédigé par Loïc Vieillard-Baron

En bref

Les pays d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est sont sortis des totalitarismes du XX^e siècle et d'une domination communiste d'une quarantaine d'années avec un sens profondément déformé et vicié de l'homme et de la politique. De leur côté, les pays de l'Europe dite libre se sont laissés entraîner depuis une trentaine d'années dans un néolibéralisme anglo-saxon qui n'offre guère de perspective pour construire un espace collectif serein et dynamique. La crise actuelle présente l'avantage de rendre visible les incohérences et les faiblesses des uns et des autres, camouflées jusque-là par une réunification de l'Europe trop rapide compte tenu des méconnaissances et des illusions réciproques. Il faudrait se saisir de cette situation de crise pour résoudre les problèmes issus du passé, qu'ils soient financiers, moraux ou identitaires, et construire les bases d'une direction qui revitalise le projet européen. Mais réinventer l'Europe demande d'être capable de produire des pensées nouvelles. D'où peuvent-elles venir ?

*L'Association des Amis de l'École de Paris du management organise des débats et en diffuse
des comptes rendus ; les idées restent de la seule responsabilité de leurs auteurs.
Elle peut également diffuser les commentaires que suscitent ces documents.*

EXPOSÉ de Neven SIMAC

Mon expérience de l'Europe s'étale sur trois grandes périodes : mon enfance et jeunesse dans un pays qui était institutionnellement communiste, l'actuelle Croatie, et qui a subi et combattu les trois totalitarismes du vingtième siècle, le fascisme, le nazisme et le communisme ; les vingt années de ma vie professionnelle en France, dans un pays de droit et de démocratie, où j'ai travaillé au sein de l'administration et en contact étroit avec le monde politique ; enfin ; une quinzaine d'années, depuis l'abattement du mur de Berlin à travailler auprès de pays anciennement communistes, de la Baltique à l'Adriatique, qui cherchaient à devenir membres de l'Union européenne et le sont déjà devenus pour certains.

Cette expérience me conduit à constater en préliminaire que les citoyens de *l'ancienne Europe*, celle qui fait le noyau de l'Union européenne, connaissent particulièrement mal les peuples qui les ont rejoints depuis la fin du communisme en Europe et qui forment ce que j'appelle, tout en le regrettant, car le terme est *rumsfeldien*, *la nouvelle Europe* ; de leur côté, les citoyens de cette nouvelle Europe sont ignorants du fonctionnement de la démocratie et de la nature de l'Union européenne, bien qu'ils aient souvent de bonnes connaissances de la culture et de l'histoire de l'ancienne Europe. Aussi, les retrouvailles entre les deux Europe, menées probablement trop rapidement, recèlent de manière plus ou moins masquée, de nombreux malentendus et de vaines illusions. En révélant cette méconnaissance, la crise actuelle est sans doute l'occasion pour les Européens de repenser leur manière d'être et d'agir. C'est le thème que je vais développer en portant d'abord mon attention sur les différences et les divergences entre les deux Europe, pour ensuite esquisser quelques idées sur l'Europe réunie, sa place et ses devoirs dans le monde.

L'héritage catastrophique du communisme

À l'automne 1989, au moment de l'abattement du mur de Berlin et à l'éclosion du *Printemps des peuples*, les citoyens qui vont devenir les "nouveaux Européens" étaient formatés par des réalités politiques, économiques, sociales, culturelles, spirituelles et écologiques véritablement désastreuses. Elles sont bien résumées par cette formule du physicien polonais et opposant au régime communiste, Stefan Wilkanowicz : « *Le communisme a été une catastrophe anthropologique.* »

En politique

Pendant une quarantaine d'années, et soixante-dix pour les pays de l'ancienne Union soviétique, ces citoyens n'ont connu qu'un seul système politique, celui de l'État-parti, avec une centralisation à outrance de toutes les décisions. Les non-communistes n'étaient pas des *sujets* de la cité mais des *objets* du pouvoir. Ces citoyens de seconde zone étaient poussés par les premiers à des pratiques de collaboration, de délation, de trahison. Aussi, la masse de la population avait-elle acquis une répulsion à l'égard de la politique, un métier perçu comme nécessairement malhonnête et corrompu.

En économie

En 1989, les systèmes économiques de chacun de ces pays étaient "au bout du rouleau", ils avaient perdu toute capacité d'innovation et n'avaient plus aucune vitalité. Ils ne pouvaient manifestement plus soutenir la concurrence avec le système capitaliste en vigueur dans l'Europe "ordonnée".

En vie sociale

La société était scindée en deux grands groupes : d'un côté, celui des dirigeants communistes qui vivaient dans une certaine opulence et dans un monde à part ; de l'autre le reste de la population qui ne connaissait qu'un égalitarisme de misère, et qui était nivelé par le bas.

En culture et spiritualité

Au cours de la période communiste, toute activité et production culturelle était surveillée et censurée. Le système d'éducation excluait les valeurs, et le communisme, d'une manière générale, avait arrêté l'Histoire et proscrit la Personne, unique et différente. Cette vision développait, entre autres, une lecture très réductrice de l'être humain en général et de l'évolution historique de l'humanité en particulier : l'homme ne pouvait se concevoir autrement que dans la société communiste, considérée par la théorie marxiste comme l'accomplissement des sociétés humaines ; en particulier, il n'avait pas le droit de se considérer comme un être unique aux aspirations différentes de celles de son voisin. Sur le plan spirituel, certaines communautés religieuses vivaient souvent dans la compromission avec le pouvoir, et d'autres, comme les catholiques, dans la résistance. Dans les deux cas, il leur était interdit d'affirmer et de promouvoir une autre vision de l'homme et de l'humanité.

En écologie

Le rapport à la nature et à l'environnement était globalement marqué par une destruction massive des richesses non renouvelables, destruction tirée par un culte de l'industrialisation, un mépris de la nature et une absence de conscience de la solidarité entre les générations.

L'automne de l'Europe démocratique

Ce panorama rapide est suffisant pour montrer que l'écroulement du communisme et la rupture de la frontière qui traversait l'Europe représentent un bouleversement géopolitique qui se classe parmi les plus grands que l'humanité ait connus, comparable, par exemple, à la fin de l'Empire romain. Malheureusement, les opinions publiques, les populations des pays démocratiques ainsi que leurs responsables politiques n'ont pas su apprécier son envergure et fournir les réponses fortes exigées par les circonstances. Ce *Printemps des peuples* s'est en effet produit à un moment que j'appelle volontiers "*l'automne des démocraties*" pour décrire l'état dans lequel se trouvaient les pays d'Europe occidentale, état qui perdure jusqu'à maintenant, aggravé par la crise et qui est marqué par la dissolution des valeurs sur lesquelles ils se sont construits.

Ce temps, commencé au milieu des années 1980, se caractérise en effet par un désenchantement et une perte de légitimité des démocraties représentatives dus au retrait du politique au profit de l'économique, puis de l'économique au profit de la finance. Il a vu se déployer un processus de dérégulation économique et l'apparition d'un "super-capitalisme", selon l'expression de Robert Reich, qui, s'associant à la mondialisation des échanges, a altéré les anciens équilibres entre entreprises, syndicats et États, ainsi que les acquis sociaux qui en résultaient. Il s'est accompagné sur le plan moral par une promotion d'un relativisme et d'un hédonisme individualiste qui ont contredit les valeurs sur lesquelles a été bâtie l'Union européenne, comme la paix, le droit, la solidarité, l'humanisme, et a commencé à dissoudre ces valeurs dans les esprits.

Cette perte de valeurs partagées a été particulièrement flagrante lors des drames de Vukovar, Sarajevo ou Srebrenica au cours desquels l'Union européenne n'a rien su décider, se tenant à la doctrine Powell de zéro perte. Cela a été vécu en Croatie et en Bosnie-Herzégovine comme un nouveau Munich et une nouvelle Yalta. Cette perte a été aussi visible dans l'incapacité des pays occidentaux à entreprendre un examen de conscience sur leurs décennies de passivité et d'absence de solidarité à l'égard de *l'autre Europe*, et même de collaboration discrète avec l'empire soviétique. Elle est également visible dans les choix politiques et budgétaires qui prouvent le peu d'importance que l'Union accorde à sa propre défense au profit des affaires. Enfin, les référendums de 2005 en France et aux Pays-Bas et de 2007 en Irlande ont prouvé un refus profond à réfléchir en termes d'identité et de frontières européennes, et de vision à long terme, au profit d'intérêts à court terme.

Au final, cette Europe bureaucratisée, repliée sur elle-même, se concentrant sur des questions comptables et de quotas, de tarifs et de déficits budgétaires, a su seulement crier du haut de son sommet de Copenhague, en juin 1993, aux pays ex-communistes, qui se tournaient vers elle, qu'ils devaient s'adapter à la démocratie et au marché, sans prendre en compte l'endroit où ils étaient et sans les accompagner dans leur transition vers un monde pour eux tout à fait nouveau parce qu'à l'opposé de tout ce qu'ils avaient connu auparavant. C'était le règne du slogan : « *À prendre ou à laisser, take it or leave it* » Par ailleurs, sous la pression des idées néolibérales, venant soit des institutions financières internationales soit de gouvernements particuliers comme notamment ceux de la Grande-Bretagne ou des États-Unis, les dirigeants occidentaux les ont même poussés à de larges abandons de souveraineté politique et économique, frustrant leurs populations du sentiment d'avoir reconquis leur indépendance et leur maturité étatique. Simultanément, la masse des citoyens de l'Europe riche et stable s'est crispée face à l'irruption de la différence et à la menace que ces cousins pauvres faisaient peser sur son bien-être.

Il en résulte, chez les nouveaux Européens...

Ressentant douloureusement tout cela, les nouveaux Européens en ont tiré des conclusions peu propices à un développement harmonieux de leurs embryons de société civile, ou à celui de l'Europe unie : un Occident disparu, une compréhension de la démocratie réduite à l'économie, un désintéret pour l'environnement ainsi que pour les valeurs humaines et sociales.

Un Occident inexistant

Voyant les pays occidentaux divisés entre les conceptions anglo-saxonnes de type hobbesien (la société étant perçue comme une *guerre de tous contre tous*, modérée par le contrat social) et les valeurs continentales de type kantien (l'universalisme appuyé sur l'impératif moral), ils ont considéré que l'Occident n'existait plus. Malgré les évidences de la géographie, et même de l'histoire, ils n'ont pas épousé politiquement l'Europe continentale comme l'ont prouvé la déclaration de Vilnius sur l'Irak (1993) ou les réticences encore récentes, polonaises et tchèques à l'égard du traité de Lisbonne. D'une manière générale, ils ne se sentent toujours pas concernés par le déclin du droit international et de l'ONU, ni par les grandes questions de gouvernance mondiale.

Une compréhension erronée de la démocratie

Ils ont été découragés par des privatisations spoliatrices au profit, souvent, des "ex-camarades" qui ont rapidement repris le pouvoir après en avoir été écartés au cours des années qui ont suivi immédiatement l'abatement du Mur. Ils ont acquis une vision très égoïste de la propriété privée, et ne savent pas qu'elle ne doit pas être considérée comme un droit absolu mais qu'elle comporte des limitations sociales. Ils ne font pas de distinction nette entre l'idéologie matérialiste néolibérale et les acquis de la démocratie représentative et libérale. D'une manière générale, ils n'ont pas compris que la démocratie exigeait la primauté du politique et du droit sur l'économie et la finance, la prééminence de l'intérêt général sur les intérêts particuliers, ainsi que la participation active des citoyens.

Un désintéret pour l'environnement

En matière d'environnement et de sauvegarde du vivant, ils n'ont quasiment pas changé, c'est-à-dire qu'ils ont très peu développé leur sensibilité sur ces sujets. Ils ne se sentent guère concernés par les dangers globaux comme l'augmentation du gaz carbonique dans l'atmosphère, les pollutions de l'eau et de la mer, les déforestations, la diminution de la biodiversité, etc., et participent peu aux réflexions internationales sur le développement juste et durable.

Une indifférence pour les valeurs humaines

Dans le domaine des valeurs, ils ne cherchent ni à résister à l'hégémonie consumériste ni à la domination du monolinguisme anglo-saxon. S'ils reviennent parfois à la religion, c'est plus sous une modalité rituelle et culturelle que véritablement spirituelle. D'une manière générale, ils n'ont pas trouvé la voie pour restaurer le sens des valeurs de base d'une vie collective que sont la sincérité, la loyauté, la compassion, la confiance, la modestie, l'humilité...

Les fragilités européennes

Bien que la crise soit née des erreurs professionnelles des banques et des pouvoirs publics des États-Unis en matière de technique financière et de leur irresponsabilité en matière de promotion de l'endettement, de l'avidité (« *l'avidité est bonne, greed is good* »), de l'abus de moyens de pression synthétisée par la formule « *trop gros pour chuter, too big to fail* » (moyens de pression qui n'ont été mis en échec qu'une seule fois, lors de la faillite de la banque Lehmann Brothers), elle a frappé très durement l'Europe et va continuer à le faire. En cela, elle risque d'amplifier certaines fragilités déjà existantes comme les égoïsmes nationaux et l'érosion du modèle social européen, ainsi que d'attiser le problème récurrent de la démographie et celui de la faiblesse de l'Europe en politique internationale et en défense.

Les égoïsmes nationaux

Les égoïsmes nationaux se sont déjà manifestés dans le passé par la voix de Madame Thatcher affirmant au sujet de la contribution de la Grande-Bretagne au budget européen : « *Je veux qu'on me rende mon argent, I want my money back* » ou encore par les assurances mensongères des autorités grecques sur le déficit budgétaire de leur pays afin de le faire entrer indûment dans la zone euro. À la faveur de la crise, provoquée par la "finance-casino", ils commencent déjà à se manifester par le biais de l'accroissement irresponsable de la dette publique de certains pays comme l'Italie qui semblent vouloir faire payer par les autres leur absence de rigueur. D'une manière générale, certains peuples de la zone euro sont en train de perdre confiance dans leur monnaie commune au profit de leur ancienne monnaie nationale. D'autres pays européens, hors de la zone euro, sont tentés de dévaluer leur monnaie ou de poser des barrières protectionnistes pour prendre des avantages compétitifs sur les autres.

L'érosion du modèle social européen

L'idée que l'Europe ne protège pas suffisamment ses citoyens sur le plan économique s'est répandue au cours des années 1990 sous la pression des délocalisations massives. Avec la crise et les conséquences en termes de rigueur budgétaire qu'elle entraîne, les citoyens voient une remise en cause larvée de nombreux droits sociaux, comme le droit à l'emploi, à l'éducation, ou à la santé.

Une gestion défaillante de la démographie

L'Europe connaît un grave déficit démographique qui ne pourra être compensé que par une politique de natalité active que l'on ne voit pas émerger et par une politique commune des migrations qui n'arrive pas à être formulée. Sur ce plan, on retrouve le problème de l'absence de consensus sur les valeurs qui empêche de trancher des dilemmes difficiles : immigration choisie ou non ? Pillage des cerveaux, ou politique de codéveloppement avec les pays d'émigration ? Liberté pleine et entière pour tous, ou limitation de la liberté sur la base des menaces exercées par le terrorisme ou le crime organisé ? Citoyenneté ou communautarisme ? Intégration ou assimilation ? Acceptation de mémoires conflictuelles entre les différents groupes humains ou recherche de mémoires apaisées et consensuelles ?

La faiblesse de la politique étrangère

L'Europe, géant économique, demeure un nain politique. Comme on l'a vu au sommet de Copenhague sur le climat, en décembre 2009, elle est incapable de parler d'une voix commune sur les questions d'environnement et de développement durable. Cette faiblesse est particulièrement visible sur le plan énergétique, conduisant chaque pays à aller courtoiser séparément le puissant Vladimir Poutine qui peut imposer ses conditions pour livrer son pétrole et son gaz.

Heureusement, il y a des signes de sursaut...

Alors que la crise d'origine financière, devenue économique et sociale, est en train de devenir politique, on peut heureusement constater une certaine prise de conscience de la part des autorités européennes et même quelques actions positives aussi bien à l'intérieur de l'Europe que sur la scène mondiale.

À l'intérieur

À l'échelle du continent, l'Union européenne a su renforcer la discipline budgétaire, les moyens de la Banque centrale européenne, la solvabilité des banques, la régulation des marchés des produits dérivés de manière à les rendre plus transparents et à y réduire la spéculation, les mécanismes de stabilisation financière (Fonds européen de stabilité financière et Mécanisme européen de stabilité), la prise en compte des risques systémiques (instauration du Conseil européen des risques systémiques) et celle des désaccords entre autorités nationales (création d'autorités européennes de supervision). Je salue également la réaffirmation de l'attachement à l'euro de la part des dirigeants français et allemands ainsi que leurs efforts pour rapprocher leurs droits du travail et leurs législations fiscales, prémices d'une future union fiscale européenne.

À moyen terme, j'espère que l'Europe s'attellera à repenser son modèle social et à inventer une politique sociale commune de base, mais qui ne soit pas un simple alignement sur le pays le plus pauvre en la matière.

À l'extérieur

À l'échelle internationale, l'Union européenne a su proposer aux instances du G8 et du G20, ainsi qu'à celles du FMI (Fonds monétaire international), des mesures concrètes pour créer le socle d'une réglementation financière internationale assortie de sanctions, pour taxer les transactions financières (ex-taxe Tobin), pour donner une meilleure représentativité des pays et des continents dans ces instances, pour interdire les paradis fiscaux et bancaires, pour limiter les rémunérations scandaleuses et les bonus bancaires. Elle a également montré l'exemple dans les domaines de l'environnement et du développement durable, particulièrement sur le thème de l'eau et de la mer.

Dans cette direction, il me semble qu'à moyen terme l'Europe devra impérativement se préoccuper de la protection de l'espace en général et plus particulièrement des espaces agricoles, africains et asiatiques que les nouveaux géants de ce monde, la Chine, l'Inde, les Émirats... achètent massivement ou louent pour leurs propres besoins. Compte tenu de sa dette historique à l'égard de l'Afrique, l'Europe devra aussi prendre des initiatives pour gérer les millions de réfugiés climatiques qui d'ores et déjà s'accumulent dans des méga-cités africaines en constitution rapide.

Nous sommes capables de nouveaux progrès

Voyant l'homme uniquement comme un consommateur ou un producteur, la pensée unique néolibérale est d'une grande pauvreté anthropologique. Elle a pourtant gagné de nombreux esprits dans le monde, y compris la Chine communiste et, fait paradoxal, aussi la plupart des

partis démocratiques de la gauche européenne. Sous cet angle, la crise offre l'occasion de prendre conscience de la médiocrité de cette conception et de penser les changements nécessaires. Si le principe du *business as usual* (les affaires comme d'habitude) l'emporte sur les réformes non encore décidées, il faut craindre qu'une nouvelle crise ne surgisse bientôt, autrement plus grave, entraînant des conséquences véritablement dramatiques car même les États n'auront plus les moyens de mobiliser les ressources nécessaires pour y faire face.

Actuellement, l'Union européenne est encore plus technocratique que démocratique, plus marchande et économique que culturelle, plus centraliste que pluraliste, parfois plus désunie qu'unie. Elle n'a pas parcouru tout le chemin que lui traçaient ses pères fondateurs, l'appelant à construire d'abord des "oasis de confiance" pour aboutir ensuite à un projet politique. Elle a cependant à son actif de s'être dotée d'une ossature économique et sociale de marché, d'avoir développé une économie qui est encore performante, d'avoir expérimenté une pratique de solidarité, des principes de subsidiarité, de proportionnalité et de précaution, mais encore de s'être appropriée une méthode communautaire, qui permette d'avancer de façon consensuelle afin de préserver un socle de valeurs sociales, une aisance matérielle et la volonté de vivre ensemble.

En conclusion, il ne faut pas oublier que nous sommes, à l'échelle mondiale et historique, des citoyens privilégiés, vivant sur un continent privilégié. Cette Europe est loin d'être parfaite, mais elle est perfectible, comme la démocratie aussi, et nous devons nous sentir capables de construire les améliorations nécessaires.

DÉBAT

Un intervenant : *Ce que nous nommons la chute du mur de Berlin, vous l'avez appelé l'abattement du Mur. Sur quoi voulez-vous insister par ce choix sémantique ?*

Neven Simac : En Europe occidentale, on entend souvent dire que le Mur est tombé par le simple effet de l'essoufflement économique des régimes communistes et de leur pourriture interne. Ces éléments ont joué, certes, mais de manière secondaire. Le fait principal, c'est qu'il y a eu une volonté populaire de l'abattre.

Depuis le début de la dictature communiste, de petits groupes d'adversaires de ce totalitarisme ou de dissidents du Parti ont cherché à affaiblir et à défaire ce régime, mais ils étaient trop minoritaires. Cette volonté a pris un tour nouveau avec l'apparition du syndicat polonais *Solidarité* dans les années 1980 car il s'agissait d'un mouvement massif des ouvriers, c'est-à-dire de la population qui faisait théoriquement la gloire des systèmes communistes. C'est cette résistance, soutenue de l'extérieur par le rayonnement du pape Jean-Paul II, un Polonais, et, d'une certaine manière, de l'intérieur par la conscience de la nécessité d'un changement qu'avait le dirigeant soviétique Gorbatchev, qui a conduit à la destruction du Mur.

Int. : *Vous avez évoqué le sens excessif de la propriété privée qui s'est répandu dans les pays sortis du communisme et la nécessité d'une limitation sociale de ce droit. Pouvez-vous préciser ?*

N. S. : Sous le communisme, il y avait domination de l'idée de la propriété sociale. C'était un concept flou et impossible à définir juridiquement mais qui était néanmoins prégnant. Sur cette base, l'État s'était emparé de presque tous les moyens de production, mais encore d'autres propriétés privées. Quand le système s'est effondré et que les biens de l'État ont été privatisés, les ex-dirigeants communistes ont réussi à s'emparer des plus belles pièces, notamment les entreprises de valeur, et se sont empressés de les vendre à des étrangers, ou de licencier les gens et vendre l'immobilier des firmes et, ainsi, de récupérer l'argent et de le placer dans des paradis fiscaux. À partir de là, la population a compris que le droit de propriété privée signifiait le droit de faire absolument tout ce qu'on voulait avec son bien, y

compris de le détruire, sans avoir aucunement à prendre en considération le rôle collectif, social qu'il devait jouer. Ce genre de comportement s'est alors répandu à tous les niveaux. Voici une anecdote qui l'illustre. Dans une rue à Split, un habitant qui s'est retrouvé propriétaire d'un bout de terrain au bord de la rue sur lequel il y avait deux arbres énormes, centenaires, familiers à tout le monde, s'est mis un jour à les abattre. Face aux réactions, il a simplement pointé que les arbres étaient à lui et qu'il avait le droit d'en faire ce qu'il voulait.

Hier tout était communautaire, aujourd'hui plus rien ne l'est, alors que la nature fondamentale des biens est seulement d'être plus ou moins privée et plus ou moins communautaire. Pour bâtir une vie collective heureuse, il nous faudra absolument acquérir le sens de cette nuance.

Une transition très, très rapide...

Int. : *Ayant travaillé dans l'ancienne Allemagne de l'Est pendant les années qui ont suivi la réunification allemande, j'ai pu constater à quel point la politique d'alignement de la monnaie et des salaires avec l'Allemagne de l'Ouest a été désastreuse pour son économie. Généreuse en apparence, cette mesure a été oublieuse de l'importance de la durée dans les changements de comportements. Les Allemands de l'Est ne pouvant acquérir en même temps la productivité des Allemands de l'Ouest, leurs entreprises ont tout simplement fermé les unes après les autres par manque de compétitivité. Or, ce qu'a fait l'Allemagne de l'Ouest avec son frère de l'Est, c'est globalement ce que l'Europe occidentale a fait avec l'Europe centrale et orientale.*

Int. : *Dans les deux cas, la raison a été la même : les chefs d'État ont estimé qu'ils ne pouvaient pas faire autrement pour des raisons politiques. Il n'est pas facile de concilier le temps politique qui doit s'adapter aux humeurs des peuples, et le temps technique qui doit analyser les situations et gérer les transitions pour faire les choses correctement.*

N. S. : Je suis d'accord, à la nuance près que je préfère parler du temps réel plutôt que du temps technique. La réalité, c'est aussi qu'un État ne peut pas changer tous ses cadres d'un coup. À part quelques têtes qui sont tombées, au sens figuré bien évidemment, ce sont encore les anciens camarades qui sont au pouvoir dans beaucoup de pays ex-communistes. Et la population doit accepter de travailler avec eux, ce qui n'est pas facile.

Int. : *Le temps pour que les anciens dirigeants partent par le simple effet de l'âge et du renouvellement des générations, c'est-à-dire vingt ou trente ans, paraît-il suffisant ?*

N. S. : Peut-être, mais peut-être faut-il que ce soit encore plus long. Aujourd'hui, ceux qui montent au pouvoir dans ces pays sont souvent les enfants des ex-dirigeants communistes, car leurs parents les ont envoyés étudier à l'étranger, surtout aux États-Unis, avant même la fin du communisme. À leur retour, armés de leurs savoirs et de leurs relations, ils se sont installés naturellement aux postes de commande.

Int. : *Si l'ancienne Europe avait dit à ces peuples d'attendre une vingtaine d'années ou plus, pensez-vous qu'ils l'auraient accepté ?*

N. S. : Je ne peux pas l'affirmer, mais je suis certain qu'ils étaient prêts à être plus patients. Au cours des années 1990, j'ai pu constater très nettement que les classes politiques ne pensaient pas entrer dans l'Union européenne dès le milieu des années 2000.

Questions d'identité

Int. : *Au début de votre exposé, vous avez souligné la pauvreté anthropologique du communisme, et à la fin, celle du libéralisme. C'est que les deux puisent dans la même idée du XIX^e siècle selon laquelle il faut faire triompher la raison universelle dont l'être humain est censé être doté. Ils le font seulement de deux manières différentes. Le communisme a*

rationalisé l'idée du gouvernement central qui prend scientifiquement ses décisions grâce à de multiples mesures statistiques de la réalité ; le travail de gestion de la société passe donc par un contrôle et une mesure de tout. Le libéralisme a rationalisé l'idée darwinienne de l'élimination des faibles en théorisant que la victoire du plus fort au sein d'une compétition est la meilleure chose pour l'ensemble de la société ; le travail des dirigeants consiste alors simplement à faire vivre la compétition. Je pense que ces deux conceptions oublient une réalité humaine qui influe plus sur les comportements que la raison : l'identité. Ce qui régit les êtres humains sur le long terme, ce sont les identités auxquelles ils appartiennent. Et les identités puisent dans des comportements extrêmement quotidiens, très inaccessibles aux grandes décisions gouvernementales : la manière de faire la cuisine et de manger, ce qui se passe dans la chambre à coucher, etc. Ce constat me conduit à être gêné par la dernière partie de votre exposé qui appréhende l'Europe par le haut, en listant les mesures que devraient prendre ses autorités supérieures pour mieux la réguler.

N. S. : Je suis d'accord sur la ressemblance anthropologique apparente entre le communisme et le libéralisme, ou plus exactement le néolibéralisme actuel, à ceci près que l'expérience historique montre néanmoins quelques petites différences pratiques en défaveur du premier : quand, dans les pays communistes, quelqu'un sonnait à votre porte à cinq heures du matin, c'était la police politique ; dans les pays libéraux ou néolibéraux, c'était le laitier !

En ce qui concerne les identités, et étant issu d'une zone géographique où elles sont nombreuses, je suis très conscient de leur importance. Malheureusement, je me sens mal armé pour aborder ce sujet. Alors, je m'intéresse plus modestement à l'organisation de la chose publique, car, de toute manière, il en faut une pour permettre aux identités locales de vivre.

Int. : *Sans doute sommes-nous conceptuellement trop faibles pour bien comprendre le thème des identités...*

Int. : *Quand on voyage en Europe centrale et orientale ou dans l'Europe du Sud-Est, on entre dans un monde difficile à cerner : ce n'est pas parce qu'on connaît la nationalité d'une personne, qu'on en sait beaucoup plus sur elle, tellement elle peut être intégrée dans d'autres appartenances qui comptent plus à ses yeux ; les frontières sont d'ailleurs nettement moins stables qu'en Europe occidentale.*

N. S. : Certes, ces pays sont complexes, mais je pense que leurs réalités restent accessibles pour celui qui fait l'effort de s'y intéresser. Ce n'est pas un monde si différent de l'Europe occidentale. Aujourd'hui la France paraît stable et uniforme, donc facile à comprendre, mais c'est une situation récente. Et si l'on grattait un peu, je suis certain que l'on verrait ressurgir la complexité : les Bretons, les Alsaciens, les Corses, les Basques, les Provençaux, etc., ce n'est pas pareil ! Même les entités unies et considérées stables peuvent changer : juste à côté de la France, les Belges ne cessent de menacer de se séparer en deux communautés indépendantes.

En quête de pensée nouvelle

Int. : *Aujourd'hui, beaucoup de gens seraient sans doute d'accord pour sortir du néolibéralisme, mais on ne sait pas quoi mettre à la place... Pour qu'une grande transformation se produise, il faut qu'elle puisse s'appuyer sur un humus de réflexions suffisamment dense. La Révolution française s'est appuyée sur l'impressionnante masse de réflexions menées au cours du XVIII^e siècle.*

N. S. : Il est clair que nous sommes en panne de réflexions et d'idées. Mais l'être humain est infiniment riche et inventif. Il y aura toujours et encore des minorités convaincues et convaincantes qui sauront proposer de nouvelles idées et construire de nouvelles solutions.

Int. : *Une force de l'Europe, c'est sa diversité. Même aujourd'hui, chaque pays a sans doute des traditions originales qui pourraient alimenter la réflexion si on acceptait de les regarder. La France a par exemple une bonne expérience de l'économie mixte. Mais la pensée libérale domine si fortement qu'il est devenu impossible de la mettre en valeur.*

N. S. : Lorsque je suis arrivé en France en 1972, j'étais persuadé que l'État ne pouvait être qu'un très mauvais gestionnaire et j'y ai découvert que ce n'était pas le cas. Par l'intermédiaire d'un système méritocratique bien mené, l'État sait gérer correctement tout en gardant, en plus, un souci de l'intérêt général qui permet de préserver les valeurs de base comme l'égalité des citoyens, le droit à l'enseignement et à la santé, etc. Et je souligne que, vu de l'extérieur, et malgré les difficultés actuelles, la France reste un pays qui a su préserver un secteur public compétent.

D'une manière plus générale, les penseurs, y compris libéraux, ne prennent pas assez en compte le fait qu'il y a une diversité de capitalismes : le capitalisme analysé et combattu par Marx au XIX^e siècle n'était pas celui des Trente Glorieuses, mais n'est plus celui d'aujourd'hui, etc.

Int. : *On ne s'en rend pas forcément compte, mais la France a aussi un savoir-faire en termes de confiance. Arrivée de Croatie, j'ai intégré l'ÉNA (École nationale d'administration) et j'ai été très surprise par la confiance que le préfet de région m'a aussitôt témoignée lors d'un stage de formation. C'était agréable et dynamisant. C'est pourtant une chose totalement inenvisageable à l'heure actuelle dans mon pays d'origine. Et il faudra certainement beaucoup de temps et de progrès social pour qu'elle le devienne.*

Int. : *À l'intérieur de la vaste problématique de l'invention des nouvelles pensées sociales, il y a celle de la relecture de l'histoire. Pour créer une communauté de vie, il faut être capable d'écrire une histoire dans laquelle chacun, avec son passé, se retrouve d'une manière qu'il accepte. Dans le cas contraire, la personne non reconnue ne sera pas disponible, préoccupée qu'elle sera de se faire reconnaître selon ce qu'elle croit être. Or, l'histoire des peuples de ce que vous avez appelé la nouvelle Europe est particulièrement complexe et douloureuse. Ce travail de relecture ne peut donc être qu'une entreprise de longue haleine. Qui est capable de la mener ?*

N. S. : Certes l'histoire est complexe et douloureuse et le travail de relecture sera difficile, mais, de nouveau, je souligne qu'il ne faut pas en grandir exagérément les difficultés. L'histoire entre la France et l'Allemagne était aussi très douloureuse, et pourtant ces deux pays ont très vite trouvé la voie de la réconciliation après la Deuxième Guerre mondiale. C'est que quelques personnes lucides des deux côtés avaient une volonté forte de marcher sur ce chemin et ils ont réussi à tirer tout le monde. Il pourrait en être de même dans la nouvelle Europe. Une telle entreprise pourrait être menée au sein du Conseil de l'Europe, institution qui me paraît en avoir la légitimité et portée plus sur les "verticalités" que l'Union européenne.

Présentation de l'orateur :

Neven Šimac : né en Croatie en 1943 ; juriste à Zagreb ; étudiant à Paris en sciences politiques et à l'École nationale d'administration - ENA (cycle étranger), thèse sur *La France et la convention européenne des droits de l'homme* ; assistant à la Faculté de droit de Zagreb ; opposant politique ; prisons, évasion ; cadre au ministère de l'Équipement à Paris ; consultant dans les pays candidats à l'Union européenne ; activités citoyennes et de pédagogies démocratique et européenne en Croatie et Bosnie-Herzégovine.

Diffusion mars 2011